



Onzième session  
PREMIERE COMMISSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT VINGT ET UNIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,  
le lundi 14 janvier 1957, à 10 h. 30.

Président :

M. BELAUNDE

(Pérou)

Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements; conclusion d'une convention internationale (ou d'un traité international) concernant la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive : rapport de la Commission du désarmement [Point 22 de l'ordre du jour]

Discussion générale

Discours de :

M. Lodge (Etats-Unis)  
M. Kouznetsov (URSS)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en texte miméographié sous la cote A/C.1/SR.821. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive, qui paraîtra en volume imprimé.

REGLEMENTATION, LIMITATION ET REDUCTION EQUILIBREE DE TOUTES LES FORCES ARMEES ET DE TOUS LES ARMEMENTS; CONCLUSION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE (OU D'UN TRAITE INTERNATIONAL) CONCERNANT LA REDUCTION DES ARMEMENTS ET L'INTERDICTION DE L'ARME ATOMIQUE, DE L'ARME A HYDROGENE ET DES AUTRES TYPES D'ENGIN DE DESTRUCTION MASSIVE : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DESARMEMENT [Point 22 de l'ordre du jour]

M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le rapport de la Commission du désarmement, qui comprend les travaux de son sous-comité, nous a été soumis. Il est temps de l'examiner.

Aujourd'hui, je m'appesantirai davantage sur l'avenir que sur le passé. Je m'occuperai, en particulier, des voies et moyens grâce auxquels un accord pourra être assuré au cours de l'année qui vient de commencer.

Le Président des Etats-Unis, Dwight D. Eisenhower, va commencer un nouveau mandat au sein du gouvernement de notre pays. Il a été élu, pour la deuxième fois, par le peuple américain, et la cérémonie d'investiture aura lieu prochainement. Les Membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent être assurés qu'il continuera à chercher une paix juste et durable. M. Eisenhower dirigera le pays en faisant des efforts renouvelés aux fins de trouver les moyens de consacrer davantage les ressources de l'humanité à la paix et beaucoup moins aux armements et aux forces armées. Il s'efforcera également de réduire les tensions et d'accroître la confiance entre les peuples par l'établissement d'un nouveau plan relatif aux armements destiné à diminuer les dangers d'une nouvelle guerre et d'une attaque par surprise.

Récemment encore, dans la lettre qu'il a adressée au Maréchal Boulganine le 31 décembre 1956, le Président Eisenhower a réaffirmé sa certitude que les délibérations dans le cadre des Nations Unies paraissent être de nature à faire faire des progrès dans la question extrêmement complexe du désarmement.

De même, le Président a déclaré l'intention des Etats-Unis de soumettre de nouvelles propositions aux Nations Unies.

Ces nouvelles propositions porteront sur cinq points principaux. Avant de les souligner, je voudrais indiquer que les Etats-Unis sont prêts et désireux de prendre des mesures raisonnables en vue d'une réduction des armements, à condition toutefois que ces mesures soient assorties d'une inspection efficace. Cette insistance sur le système d'inspection n'est pas une fantaisie. Elle découle de la conviction née d'une étude approfondie que seul un accord assorti de mesures d'inspection peut servir la cause de la paix.

Un accord dépourvu d'inspection deviendrait sans tarder la source de doutes, de soupçons, de méfiance et d'accusations réciproques. Il ajouterait aux tensions existantes et aggraverait le danger d'une guerre. C'est pourquoi, nous sommes convaincus que l'absence d'accord est préférable à un accord qui ne comprendrait pas un système d'inspection. Un accord sans inspection, un accord prévoyant un système d'inspection insuffisant, un accord unilatéral n'aurait aucune utilité et ne servirait pas la cause de la paix.

Nous estimons que les nouvelles négociations devraient tendre à atteindre les objectifs suivants :

1. Mettre un frein aux réserves d'armes nucléaires et réduire ainsi la menace nucléaire de l'avenir.
2. Adopter des mesures destinées à éviter les attaques par surprise et, par conséquent, diminuer le danger d'une guerre mondiale.
3. Alléger le fardeau des armements, pour permettre l'amélioration des niveaux de vie.
4. Faire en sorte que les recherches et les progrès dans le domaine de la propulsion d'objets dans l'espace ne soient consacrées qu'à des fins scientifiques et pacifiques.
5. Réduire les tensions et faciliter le règlement de problèmes politiques complexes.

Voici, dans leurs grandes lignes, les propositions des Etats-Unis. Des détails et précisions seront naturellement fournis au cours des négociations du Sous-Comité.

Premièrement: Les Etats-Unis proposent de rechercher un accord en vertu duquel toute la production future de matières fissiles sera, à une date rapprochée et moyennant une inspection internationale efficace, utilisée ou stockée exclusivement à des fins autres que la fabrication d'armements, sous une surveillance internationale. Les Membres de l'Assemblée et les savants du monde entier savent qu'il est impossible de déterminer avec une certitude suffisante ou de découvrir par les moyens scientifiques d'inspection connus toutes les matières fissiles qui ont été produites dans le passé non plus que les stocks d'armements nucléaires qui ont été accumulés jusqu'à présent. Il n'est pas possible de faire marche arrière dans les découvertes de la science et du génie nucléaire ni de barrer la route à l'âge atomique. Ce que l'on peut faire et ce que les Etats-Unis proposent de faire, dans l'intérêt de l'humanité, c'est instituer un contrôle international efficace sur la production future de matières fissiles et prendre, de part et d'autre, l'engagement ferme d'utiliser toute la production future exclusivement à des fins autres que la fabrication d'armements.

Lorsque ces engagements seront remplis, il sera possible d'entreprendre sans risque la réduction des stocks existants. Lorsque la production future sera contrôlée, il serait plus facile que ce n'est le cas avec les renseignements que l'on peut actuellement réunir, de déterminer, avec un degré d'exactitude raisonnable, la quantité approximative de matières fissiles produites dans le passé, de sorte que l'on pourrait, par des transferts équitables et proportionnés, effectués par tranches successives, affecter les matières fissiles produites jusqu'ici à des usages nationaux et internationaux autres que la fabrication d'armements, sous contrôle international.

Les Membres de l'Assemblée reconnaîtront que cette proposition est le prolongement naturel et découle logiquement des idées énoncées par le Président Eisenhower dans la déclaration qu'il a faite à l'Assemblée le 8 décembre 1953, lorsqu'il a proposé le programme dit de "L'atome au service de la paix". Elle s'inspire des mêmes motifs qui ont conduit à la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique par la coopération des nations du monde.

Selon ce programme, les Etats-Unis, pour leur part, affecteraient progressivement des quantités appréciables de matières fissiles à des usages pacifiques, tout comme ils ont déjà annoncé leur intention de contribuer à la dotation de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ils continueront d'encourager les autres nations à apporter leur entier concours à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins constructives.

Avec un tel programme, la tendance pourrait être entièrement changée. L'évolution du génie nucléaire se ferait dans une direction pacifique et non vers des fins mauvaises.

Deuxièmement: Si l'on pouvait négocier et mettre en oeuvre un arrangement de ce genre, concernant le contrôle de la production future de matières fissiles, il serait possible de limiter sans risque et, en fin de compte, de cesser complètement toutes les explosions nucléaires expérimentales. C'est ce que les Etats-Unis proposent. En attendant que l'accord soit négocié, les Etats-Unis sont également disposés à mettre au point sans retard des méthodes qui permettent de donner préavis et de tenir un état de toutes les expériences nucléaires ainsi que de ménager, dans certaines limites, ainsi que l'a suggéré le représentant de la Norvège, l'observation internationale de ces expériences. Ce serait là peut-être un moyen efficace de préparer la conclusion d'un accord plus étendu concernant la menace nucléaire proprement dite et les expériences nucléaires en particulier.

Troisièmement: Les Etats-Unis proposent que l'on avance vers une première étape de réduction des armements et des forces armées de type classique moyennant une inspection adéquate, les effectifs de base étant de 2,5 millions d'hommes pour l'URSS et les Etats-Unis et de 750.000 pour la France et le Royaume-Uni, chiffres sur lesquels les pays représentés au Sous-Comité semblent être d'accord. Les Etats-Unis proposent de faire ce premier pas en avant en instituant progressivement un système d'inspection efficace, concurremment avec les réductions envisagées. Pour être efficace, ce système d'inspection devrait comprendre une inspection aérienne appropriée ainsi que des postes d'inspection à terre. Les Etats-Unis acceptent en principe, pour compléter l'inspection aérienne, comme l'a proposé en termes généraux le Président Boulganine, de poster des observateurs à terre en des points-clés. La première étape de réduction envisagée peut être franchie si de part et d'autre on institue de bonne foi un système d'inspection qui permette effectivement de vérifier que les engagements pris sont remplis.

Il serait bon aussi, semble-t-il, que les autres nations commencent à étudier le rapport entre leurs propres forces armées et les forces que laisserait la première étape de réductions envisagées au cas où les négociations prochaines du Sous-Comité donneraient l'assurance que cette première étape sera franchie. De l'avis des Etats-Unis, des réductions plus importantes que celles convenues pour la première étape seront exclues tant que l'on n'aura pas avancé le règlement des grands problèmes politiques qui divisent actuellement le monde. Mais, si l'on réussit à opérer les réductions prévues pour cette première étape, le règlement de ces problèmes politiques pourra sans nul doute se négocier dans un climat plus favorable.

Quatrièmement: Les savants de nombreux pays travaillent déjà à propulser des engins dans l'espace intersidéral, et à permettre à l'homme de se déplacer au-delà de la couche atmosphérique du globe. L'ampleur de ces programmes apparaît dans les différentes expressions employées: "satellites artificiels", "projectiles intercontinentaux", "fusées à longue portée" et "stations extérieures". Nul ne peut prédire à coup sûr ce qu'il adviendra des efforts de l'homme dans ce nouveau domaine. Mais une chose est certaine: si ces réalisations dans un domaine jusqu'à présent inexploré doivent être un bienfait et non un mal, il faut que toutes les nations s'efforcent de les intégrer dans un système efficace de contrôle des armements. Comme première étape en vue d'assurer que les progrès de la science dans le domaine intersidéral serviront exclusivement des fins pacifiques et scientifiques, les Etats-Unis proposent que l'essai de ces engins se fasse dans le cadre d'une inspection et d'une collaboration internationales. Le satellite artificiel que les Etats-Unis envisagent de présenter au cours de l'Année Géophysique Internationale est l'exemple d'un projet ouvertement réalisé, destiné exclusivement à des fins scientifiques et construit au su et avec l'approbation des savants des pays représentés à l'Année Géophysique Internationale. A cet égard comme à d'autres, les Etats-Unis sont prêts à participer à des systèmes de contrôle équitables, équilibrés et efficaces.

Cinquièmement : Les Etats-Unis continuent à souligner qu'il importe de se prémunir contre la possibilité d'une attaque par surprise de grande envergure. Il ne s'agit pas là d'une proposition mineure ou subsidiaire. Etant donné la nature des armes modernes en cette ère nucléaire, il y aura moins à craindre qu'un pays déclenche de sang froid une grande guerre si toutes les nations sont à l'abri d'une telle attaque. De même, s'il existe des garanties mutuelles contre une attaque de grande envergure déclenchée par surprise, il y aura bien moins à craindre qu'une nation se trompe sur les intentions d'une autre. Plus une attaque peut être foudroyante et dévastatrice, plus il est à redouter que les craintes d'une nation, avivées par l'ignorance des tendances et des intentions des autres, n'influent dangereusement sur ses décisions.

Dans l'intérêt même de toutes les nations, il importe non seulement que cha-une d'elles sache à coup sûr que d'autres nations ne se préparent pas à lancer contre elle une vaste attaque par surprise, mais aussi que ces autres nations aient la même certitude en ce qui concerne ses propres intentions. A l'heure actuelle, bien des nations savent où sont situés les centres essentiels, les zones stratégiques et les concentrations militaires des autres nations. Ces renseignements suffiraient pour mener une guerre dévastatrice. Mais à moins de disposer d'un système d'inspection efficace, qui "ouvrirait" l'espace aérien, les ports et les centres, aucune nation n'aura les renseignements dignes de foi et tenus à jour qui constitueraient la base stable d'une paix durable. Les Etats-Unis proposent donc de mettre progressivement sur pied des systèmes d'inspection qui garantiront contre la possibilité d'une attaque par surprise de grande envergure. Les Etats-Unis sont disposés à appliquer intégralement, soit comme mesure initiale, soit ultérieurement, la proposition faite par le Président Eisenhower à Genève, lors de la Conférence des chefs de gouvernement.

Quelles que soient les premières mesures retenues, il est évident qu'il faudra une méthode de contrôle, un organisme de surveillance et un dispositif de réglementation. Les Etats-Unis proposent de créer à cet effet, en même temps que l'on commencera d'appliquer le programme, un organisme international chargé de la réglementation des armements. Au milieu de toutes les craintes qu'inspire la puissance de destruction des armements modernes, cet organisme apporterait une première raison d'espérer.

En présentant ces nouvelles propositions, les Etats-Unis maintiennent toutes les propositions et suggestions qu'ils ont faites à la Conférence des chefs de gouvernement à Genève et, depuis lors, aux séances de la Sous-Commission.

Les membres de la Commission trouveront dans le rapport du Sous-Comité des suggestions formulées par le représentant des Etats-Unis à Londres en mai 1956, où l'on propose des mesures initiales pour les méthodes d'inspection, les études techniques en commun et les premiers niveaux de réduction des armements. Je n'en parlerai pas en détail, car le rapport a été distribué. Nous présentons ces nouvelles propositions pour essayer de concilier notre point de vue et celui des autres nations. Nous nous efforçons d'aboutir à un accord qui présente suffisamment de garanties et qui soit viable.

Nous savons parfaitement à quelles dévastations le monde serait livré s'il se produisait une troisième guerre mondiale. Nous croyons qu'il est de l'intérêt de toutes les nations de prendre des mesures à long terme pour réduire ce danger. Nous sommes convaincus qu'un accord sur la réduction des armements, s'il est équitable est soumis à un contrôle extensif de sorte que l'on puisse compter sur son application, est à la fois pratiquement et théoriquement possible. Nous pourrions y parvenir sur le plan politique si les gouvernements du monde voulaient bien accorder à cette question une attention immédiate et entière.

C'est dans cet esprit que je me suis adressé aujourd'hui à la Commission.

M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : La question que nous avons à étudier constitue l'un des problèmes les plus importants de notre temps, dont la solution est d'un intérêt vital pour tous les peuples.

La portée fondamentale de ce problème sur le plan international est très évidente. Un accord sur la question du désarmement et la fin de la course aux armements, avec les immenses frais négatifs qu'elle implique, au détriment du bien-être des peuples, qui représente une menace risquant de transformer n'importe quel conflit local en une guerre mondiale, serait la contribution la plus marquante que pourraient faire les Nations Unies à la diminution des tensions internationales et au maintien et à l'affermissement de la paix.

Dans l'intérêt des peuples, il est inadmissible que l'on poursuive une politique de préparatifs de guerre et de course aux armements. Il faut que toutes les conquêtes de la science moderne, tous les progrès de la technique, toutes les ressources du génie humain, toutes les richesses matérielles des Etats et leurs forces productives servent des buts pacifiques, soient utilisés uniquement à des fins constructives, et non pas pour amener la mort et la destruction.

La fin de la course aux armements et l'établissement d'une ère de coexistence pacifique, de coopération économique active entre les Etats, ouvrirait à l'humanité des perspectives infinies d'amélioration continue du bien-être des peuples en permettant de faire progresser les pays insuffisamment développés et d'étendre les possibilités culturelles de toutes les nations.

Au cours du débat général, la délégation soviétique a déjà eu l'occasion d'attirer l'attention des Membres des Nations Unies sur les propositions faites le 17 novembre dernier par le Gouvernement de l'Union soviétique. Ces propositions traitent tous les aspects du problème du désarmement et elles ont reçu un accueil favorable de la part de l'opinion publique qui, à juste titre, y voit de grandes possibilités d'accord. Nous sommes en droit d'espérer que ce plan complet et détaillé en vue d'une solution du problème du désarmement non seulement sera dûment examiné, mais encore obtiendra l'appui nécessaire aux Nations Unies.

Le Gouvernement de l'Union soviétique, fidèle à sa politique de paix et de règlement pacifique des différends internationaux, continue d'être en faveur d'une réduction des armements, de l'interdiction des armes nucléaires et de tous autres types d'armes de destruction massive, et d'un désarmement général.

Dans la déclaration qu'il a faite le 17 novembre dernier, le représentant du Gouvernement de l'Union soviétique a souligné la gravité de l'état des relations internationales à l'heure actuelle. Il est évident qu'une évaluation réaliste de la situation présente permet de déterminer les véritables sources de la tension internationale et les moyens de la réduire.

Dans cette déclaration, le Gouvernement soviétique affirmait que l'attaque armée commise, en l'absence de toute provocation, par le Royaume-Uni, la France et Israël en Egypte avait créé une situation dangereuse non seulement pour le Proche et le Moyen-Orient mais aussi pour la paix universelle, puisque la guerre menaçait de s'étendre à d'autres pays.

L'agression contre l'Egypte est une tentative désespérée de détruire l'Egypte par la force, de démoraliser les autres Etats arabes, d'abolir leur indépendance nationale et de rétablir l'hégémonie des Puissances coloniales dans l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient.

L'héroïque résistance du peuple égyptien, l'indignation que cette aventure a suscitée et l'opposition des forces de paix ont contraint les agresseurs de mettre fin à leurs activités contre l'Egypte.

Il serait cependant prématuré de penser qu'il n'y a plus de danger d'aggravation de la situation dans cette région, qu'il n'y a plus de risques de nouveaux conflits militaires. Les événements de ces derniers jours montrent, au contraire, que les pays du Proche et du Moyen-Orient sont menacés du grave danger de se trouver soumis à un nouveau joug colonial, celui des Etats-Unis d'Amérique.

Il est clair que le prétendu programme des Etats-Unis pour le Proche et le Moyen-Orient va à l'encontre des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit là, sans aucun doute, d'un programme d'expansion impérialiste qui recèle des dangers pour la paix et la sécurité dans cette région.

Au moment où ont été créées dans le Proche-Orient de véritables possibilités de consolidation de la paix et de règlement des problèmes en suspens dans cette région, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique énonce un programme qui prévoit une intervention flagrante des Etats-Unis dans les affaires intérieures des pays arabes, allant jusqu'à une action militaire. Le caractère à la fois agressif et colonialiste de ce programme est à ce point évident qu'aucune phrase vague ne peut le masquer.

Les milieux dirigeants des Etats-Unis d'Amérique veulent imposer aux peuples du Proche et du Moyen-Orient une "tutelle" de caractère colonialiste et se saisir des ressources naturelles et des richesses nationales de ces pays. Les Etats-Unis d'Amérique tentent de rétablir dans ces pays l'ancien ordre colonial sous une nouvelle enseigne et de s'assurer là des positions dominantes ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Nombre d'entre nous sont convaincus de la nécessité de parvenir à un accord amical sur le désarmement, mais un tel résultat ne pourra être obtenu si nous ne limitons pas nos débats au point précis qui est en discussion, en évitant soigneusement

toute digression qui ne pourrait que provoquer des répliques accrimonieuses et nous écarter de la question concrète figurant à notre ordre du jour. Par conséquent, je demande très cordialement au représentant de l'Union soviétique de limiter ses observations au problème du désarmement. En même temps que je lui adresse cette prière, je rends hommage à sa personne et à son pays.

M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique estime que tout ce qui se rapporte au problème du désarmement doit être évoqué ici. Nous parlons de la question du désarmement et nous devons, avant tout, nous référer aux conditions dans lesquelles se poursuit la course aux armements. Sans une telle analyse, nous estimons qu'il est impossible de comprendre la situation. C'est pourquoi je demande au Président de bien vouloir ne pas m'interrompre. J'en aurai d'ailleurs bientôt fini avec cette partie de ma déclaration.

Les cercles dirigeants des Etats-Unis d'Amérique estiment que l'affaiblissement des positions des colonisateurs anglo-français dans le Proche et le Moyen-Orient et le succès des pays arabes dans la consolidation de leur indépendance ont produit une sorte de vide qu'ils voudraient combler au moyen d'une intervention militaire et économique dans les affaires intérieures de ces pays ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Le représentant des Etats-Unis a la parole sur une motion d'ordre.

M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma motion d'ordre porte sur le fait que les déclarations du représentant de l'Union soviétique sont déplacées et inexactes. Il s'agit là de calomnies contre les Etats-Unis et de tels commentaires n'ont aucun rapport avec la question du désarmement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : J'avais demandé amicalement au représentant de l'Union soviétique de s'en tenir à la question portée à l'ordre du jour, afin de ne pas créer une atmosphère d'acrimonie au cours de nos débats. De nouveau, avec toute mon autorité présidentielle, je prie, de la façon la plus respectueuse et la plus amicale, le représentant de l'Union soviétique de bien vouloir, dans l'intérêt de la cause du désarmement qui fait l'objet de notre discussion, limiter ses observations à ce problème.

Je prie le représentant de l'Union soviétique de continuer sa déclaration.

M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'estime que la délégation soviétique présente en ce moment des observations qui ont trait directement à la question du désarmement.

Afin de dissimuler leur politique de force contre les pays du Proche et du Moyen-Orient, les Etats-Unis d'Amérique font valoir une prétendue menace de l'Union soviétique à l'égard des pays arabes. De telles affirmations calomnieuses ne sauraient tromper personne.

Ce n'est pas l'Union soviétique, mais la France et le Royaume-Uni, principaux partenaires des Etats-Unis d'Amérique dans le bloc de l'Atlantique Nord, qui ont commis une agression contre l'Egypte, infligeant de grandes pertes et des souffrances au peuple égyptien. Dans les jours difficiles, c'est l'Union soviétique qui a donné la preuve de sa sincère amitié pour les peuples arabes et qui, avec toutes les forces éprises de paix, a pris l'initiative de mettre fin à l'agression contre l'Egypte.

On sait, d'autre part, que lorsque l'Egypte a été menacée de perdre son indépendance nationale, les Etats-Unis d'Amérique ont refusé de joindre leurs efforts à ceux de l'Union soviétique, au sein des Nations Unies, afin de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à l'agression. La principale préoccupation des Etats-Unis d'Amérique n'était pas et n'est pas la défense de la paix et de l'indépendance nationale des pays arabes, mais la possibilité de prendre avantage de l'affaiblissement de la France et du Royaume-Uni dans le Proche et le Moyen-Orient pour occuper leurs positions.

L'Union soviétique, à la différence des Etats-Unis d'Amérique, n'a pas et ne veut pas avoir de telles bases de gain. Elle ne brigue nullement des privilèges dans cette région, car de tels procédés sont incompatibles avec les principes de la politique étrangère soviétique.

L'Union soviétique s'est toujours opposée à toute manifestation de colonialisme, à toute "doctrine" dont le seul objet est de masquer le colonialisme. L'Union soviétique a toujours donné son appui au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et a toujours favorisé l'indépendance nationale. Dans ses relations avec les autres pays, l'Union soviétique a toujours été fidèle à la politique des droits égaux et à la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, défendant énergiquement le droit de chaque peuple ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je regrette de devoir rappeler au représentant de l'Union soviétique qu'il ne me paraît pas nécessaire de parler, dans cette Commission, de questions qui ont été discutées en séance plénière de l'Assemblée générale et qui le seront sans doute encore. Certes, il convient, parfois, de revenir sur la politique suivie par certains pays en matière de désarmement, mais le représentant de l'Union soviétique l'a déjà fait assez longuement. Je lui demande, maintenant, s'il est prêt à contribuer de façon constructive à notre discussion sur le problème du désarmement. S'il en est ainsi, je le prie d'éviter toute digression qui ne pourrait que créer une situation difficile. Pour la troisième fois, et avec toute mon autorité présidentielle, je prie le représentant de l'Union soviétique - et, ce faisant, je crois exprimer les vues et les sentiments de tous les Membres de la Commission - de nous épargner des répliques acerbes qui ne pourraient que prolonger le débat et retarder ainsi l'examen du problème du désarmement à la solution duquel toute l'humanité s'intéresse. Par conséquent, j'insiste cordialement auprès du représentant de l'Union soviétique pour qu'il élimine de son discours les allusions à des aspects politiques qui ne sont pas indispensables au stade présent de notre discussion.

M. KOUZNETSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Mais je dois protester contre le fait que vous m'avez interrompu pour la troisième fois, alors que les problèmes discutés ici et dont fait état la délégation de l'Union soviétique ont trait directement au maintien et au renforcement de la paix. J'essaierai d'être bref, en tenant compte de vos demandes réitérées.

L'Union soviétique veut que la paix règne dans le Proche et le Moyen-Orient, région située directement à proximité de ses frontières. Elle est sincèrement intéressée au renforcement de l'indépendance nationale de ces pays et à leur prospérité économique, estimant que c'est là une garantie de paix et de sécurité dans cette région. Il est impossible de ne pas noter que les mesures proposées par le Gouvernement des Etats-Unis dans le Proche et le Moyen-Orient, qui prévoient la possibilité de l'utilisation des forces armées américaines, pourraient avoir des conséquences dangereuses dont la responsabilité incomberait au Gouvernement des Etats-Unis.

Il convient de souligner que l'agression menée par le Royaume-Uni, la France et Israël, ainsi que l'échec de la conspiration contre-révolutionnaire et antipopulaire en Hongrie ont suscité une nouvelle hystérie de guerre dans les pays du bloc de l'Atlantique-Nord. Les Etats-Unis veulent augmenter considérablement, par rapport à 1956, leurs dépenses consacrées à la course aux armements. La session du Conseil de l'Atlantique-Nord, qui s'est tenue dans cette ambiance troublée, a pris des mesures pour que la course aux armements se poursuive à un rythme accéléré et l'on insiste de plus en plus sur l'armement atomique à fournir aux forces armées des pays appartenant à ce bloc, y compris l'Allemagne occidentale.

Les décisions prises au cours de cette session de l'OTAN montrent que les milieux responsables de la politique de ce bloc d'agression rejettent le principe de la coexistence pacifique des Etats, fondée sur le respect de la souveraineté nationale et de la non-intervention dans les affaires intérieures. Ils continuent leurs activités de sabotage dirigées contre les pays socialistes.

De nombreux faits montrent que les succès obtenus par les pays pacifiques dans le relâchement de la tension internationale et le renforcement de la coopération internationale ont inquiété les forces impérialistes. Elles craignent de devoir mettre fin à la course aux armements qui est une source énorme de richesses pour les monopoles intéressés aux activités de guerre.

Les milieux qui, dans les pays occidentaux, s'opposent à la coexistence pacifique et à la concurrence pacifique entre les deux systèmes sociaux et économiques - capitalisme et socialisme - font tout ce qui est en leur pouvoir pour revenir à la guerre froide et cherchent des prétextes à cet effet. Ils s'engagent ainsi sur la pente qui les mène au bord de l'abîme d'une nouvelle guerre où le monde serait plongé. Cette politique est lourde de dangers.

Une guerre mondiale dans les conditions actuelles, à un moment où l'on dispose d'armes telles que les bombes atomiques et à l'hydrogène et où l'on peut, au moyen de bombardiers à grand rayon d'action ou de fusées intercontinentales, transporter ces engins de destruction en n'importe quel point du monde, aurait des conséquences bien plus terribles, au point de vue pertes en vies humaines et destructions matérielles, que les deux guerres mondiales précédentes. Or ces deux conflits sanglants ont coûté un prix énorme : plus de 30 millions de tués et environ 55 millions de blessés et de mutilés, ce qui est presque égal à la population des deux plus grands pays d'Europe, l'Angleterre et la France, ou à la moitié de la population des Etats-Unis d'Amérique.

Deux guerres mondiales ont coûté des sommes énormes. Le journaliste américain Davis, dans son livre intitulé "La paix, la guerre et nous", donne une idée des richesses dont disposerait l'humanité s'il n'y avait pas de guerres et si toutes les ressources englouties dans les guerres avaient été utilisées à l'amélioration du bien-être de la classe ouvrière. Il déclare que les sommes consacrées à la deuxième guerre mondiale auraient été suffisantes pour construire une maison de campagne de cinq pièces pour chaque famille du monde et pour édifier, dans toutes les villes de plus de 5.000 habitants, un hôpital et en assurer le fonctionnement pendant dix années.

On peut imaginer de ce que coûterait au monde une nouvelle guerre mondiale où seraient utilisées les armes nucléaires dont la force destructrice dépasse de loin celle des armes utilisées dans les guerres précédentes. Aucun pays, quel que soit le continent sur lequel il est situé, ne pourrait échapper aux conséquences d'une nouvelle guerre menée avec les moyens modernes de destruction.

Je rappellerai ici la déclaration d'un expert bien connu, le général James M. Gaven, directeur du Bureau d'études et de recherches de l'armée américaine. Le 22 mai 1956, déposant devant la Sous-Commission de l'aviation du Sénat, il a déclaré que les effets des armes nucléaires ne pouvaient pas être limités par

certaines frontières territoriales. La retombée radioactive serait disséminée sur de vastes régions et pourrait affecter la population civile de nombreux pays, belligérants ou non. Le général Gaven a indiqué que "les estimations actuelles nous amènent à penser qu'il pourrait y avoir plusieurs centaines de millions de tués, selon la direction du vent".

Tel est le destin que préparent au monde ceux qui veulent la guerre afin d'en tirer des bénéfices énormes qui, d'après la déclaration de M. George Mahon, président de la Sous-Commission des finances de la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des Etats-Unis, s'accroissent avec la rapidité d'avions à réaction. Les impérialistes sont prêts à sacrifier, pour cette cause, des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

M. George Mahon savait ce qu'il disait. Les bénéfices des monopoles américains associés à la production de guerre ont atteint un niveau jusqu'ici inconnu en temps de paix. C'est ainsi qu'une revue bien informée, le Magazine of Wall Street, a écrit que 1955 avait été une année en or pour le monde des affaires. 1956 a apporté des bénéfices encore plus grands, venant de cette course aux armements.

Pour être objectif, il convient de reconnaître que cette pluie d'or, provenant de la production d'armes de mort, n'aveugle pas tout le monde. Même parmi les hommes d'affaires et les hommes d'Etat des pays occidentaux, des voix se font entendre de plus en plus souvent pour mettre en garde contre les catastrophes terribles qui peuvent résulter de cette course aux armements.

Deux voies s'offrent aujourd'hui aux Etats du monde : ou bien mettre fin à la guerre froide, renoncer à la politique de force, arrêter la course aux armements, désarmer, créer les conditions d'une coexistence pacifique des Etats ayant des systèmes économiques et sociaux différents; ou bien poursuivre la course aux armements, la guerre froide, l'isolement hostile de certains Etats, voie qui mène à une guerre terrible dont les conséquences pour l'humanité seraient des souffrances et des malheurs sans fin.

Si l'on veut tenir compte de l'intérêt des peuples, on ne peut suivre qu'une voie, celle qui mène au maintien et au renforcement de la paix, à la cessation de la guerre froide, au désarmement et à l'interdiction des armes nucléaires.

Dans ces conditions, l'étude de la question du désarmement revêt une importance particulière.

Aussi longtemps que se poursuit la course aux armements, aussi longtemps que les usines produisant les armes atomiques et à l'hydrogène fonctionnent à plein rendement, aussi longtemps que l'on continue d'accumuler les armes de destruction les plus meurtrières, on ne saurait se bercer de l'illusion que toute cette activité peut être menée impunément. La vie nous a souvent enseigné que lorsqu'on accumule des armes en grandes quantités, elles sont, en fin de compte, utilisées. On peut en juger par l'agression commise récemment contre l'Egypte par l'Angleterre, la France et Israël. C'est pourquoi nous devons rejeter de façon décisive la théorie, répandue dans certains pays occidentaux, selon laquelle la paix peut être assurée par un "équilibre de terreur", le prétendu "équilibre des forces" des Puissances armées. Le caractère non fondé de cette théorie d'une paix armée est évident et tous les hommes doués de bon sens s'en rendent compte.

Cet équilibre, ainsi que l'a déclaré justement un savant atomiste australien bien connu, M. Titterton, serait peu stable, car toute erreur ou tout hasard pourrait avoir des conséquences incalculables. Peut-on faire dépendre la paix internationale et la sécurité des peuples d'une erreur ou d'un hasard? Sans aucun doute, les peuples ne permettront jamais que l'on joue ainsi avec leur sort.

Il n'y a - et il ne peut y avoir - aucune raison, à l'heure actuelle, pour justifier, aux yeux des peuples, de nouveaux retards dans la voie d'un accord sur le désarmement.

Nous devons, de façon calme et sérieuse, analyser les propositions concrètes et les plans de désarmement dont nous sommes saisis et nous mettre d'accord, tout d'abord, sur la mise en application des mesures qui sont acceptées par tous et sur lesquelles les positions des parties coïncident ou sont très proches les unes des autres.

Si toutes les parties montrent qu'elles sont prêtes à se mettre d'accord sur un programme de désarmement, cet accord, on ne peut en douter, sera réalisé et il sera possible de commencer immédiatement à le mettre en application.

L'application de mesures de désarmement contribuerait à assainir l'ambiance internationale et à renforcer la confiance entre les nations; ce résultat créerait, à son tour, des conditions plus favorables à la mise en oeuvre d'un programme général de désarmement et permettrait de se diriger vers une détente générale et le règlement pacifique des questions internationales qui attendent encore une solution.

C'est cela que désirent les peuples et leurs gouvernements ne doivent pas l'ignorer. Une évolution dans ce sens assurerait le maintien et la consolidation de la paix générale. Les Nations Unies ont le devoir de justifier les espérances des peuples, de s'opposer à la politique de la course aux armements et de demander à tous les Etats de se mettre immédiatement à la recherche de solutions pratiques du problème du désarmement.

L'Union soviétique poursuit avec décision et constance une politique de paix et de collaboration internationale pacifique. Ce n'est pas par hasard que l'Union soviétique pratique une politique de paix; c'est le fondement même de ses directives dans ses relations avec les autres pays. La paix nous est nécessaire, non pas parce que, comme on le prétend, notre pays est faible. Notre Etat socialiste a prouvé, à son honneur, durant les terribles épreuves de la seconde guerre mondiale, qu'il était capable, non seulement de se défendre lui-même, mais encore de défendre la cause générale de la paix. Depuis cette époque, l'Etat soviétique a augmenté sa puissance; aujourd'hui, il a des amis fidèles, à savoir les pays socialistes d'Europe et d'Asie et les peuples du monde entier qui n'oublieront jamais le rôle important joué par l'Union soviétique dans la victoire contre le fascisme.

Cependant, le peuple soviétique est éminemment pacifique. Le peuple et l'Etat soviétique socialiste repoussent toute politique de force comme moyen de régler les différends internationaux; ils ont toujours été partisans de la paix et de la coexistence pacifique des nations; ils ont toujours été contre la guerre et l'intervention d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre.

L'Union soviétique a toujours fait tout ce qu'elle pouvait pour supprimer la menace d'une nouvelle guerre, pour arriver à un accord sur le désarmement et pour arrêter la course aux armements.

La paix exige que des mesures pratiques soient prises dans le domaine du désarmement. A cet égard, tous ceux qui participent à cette session de l'Assemblée générale partagent une responsabilité toute spéciale s'ils ne veulent pas que les Nations Unies recommencent la triste expérience de la Société des Nations qui s'était révélée incapable de faire oeuvre positive dans le domaine du désarmement.

Lorsqu'on examine les propositions soumises à la Commission des Nations Unies du désarmement et à son Sous-Comité, on est obligé de remarquer qu'il existe un groupe de questions qui pourraient faire l'objet d'un accord si toutes les parties le désiraient. Malheureusement, ce résultat n'a pas encore pu être atteint et cela est dû, en premier lieu, au fait que les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France ont toujours fui un accord sur le désarmement.

Poussée par le désir d'entamer l'application pratique d'un programme de désarmement, l'Union soviétique a, au cours des négociations antérieures, fait à maintes reprises des concessions aux puissances occidentales et a accepté leurs propositions; mais, toutes les fois qu'un accord semblait près d'être atteint, les Puissances occidentales soulevaient de nouveaux obstacles et de nouvelles objections, et rendaient tout accord impossible.

Il en fut ainsi, par exemple en ce qui concerne la détermination des niveaux des forces armées et des armements de type classique. Pendant de nombreuses années, les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de quelques autres Puissances, s'en tinrent fermement à l'argument que l'interdiction des armes atomiques ne pouvait être mise en pratique que lorsque les forces armées et les armements de type classique auraient été diminués; ces Puissances déclaraient que les armes atomiques compensaient le prétendu "retard" des pays occidentaux sur l'Union soviétique en ce qui concerne les armements de type classique; pour supprimer ce prétendu "retard", elles proposaient de réduire les forces armées de l'Union soviétique, des Etats-Unis d'Amérique et de la République populaire de Chine à un niveau variant entre un million et un million et demi d'hommes, et celle du Royaume-Uni et de la France à un niveau de 650.000 hommes. Lorsque ceci aurait été effectué, déclaraient les Puissances occidentales, l'Union soviétique aurait perdu son avantage dans le domaine des armements de type classique et les Puissances occidentales seraient disposées à interdire les armes atomiques.

Mais, lorsque l'Union soviétique accepta ces niveaux, les Puissances occidentales revinrent sur leurs propres propositions.

Ensuite, les Puissances occidentales soumièrent des propositions impliquant des niveaux plus élevés pour les forces armées : deux millions et demi d'hommes pour les Etats-Unis d'Amérique, l'Union soviétique et la Chine, et 750.000 hommes pour le Royaume-Uni et la France.

Afin de faciliter un accord, l'Union soviétique accepta ces niveaux plus élevés comme première mesure dans la voie d'une réduction des forces armées qui ramènerait ces forces à un million, ou un million et demi d'hommes pour l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Chine et 650.000 hommes pour le Royaume-Uni et la France. Mais les représentants des Etats-Unis et d'autres Puissances occidentales éludèrent à nouveau un accord sur ce point et cherchèrent, sous des prétextes nouveaux, à retarder la mise en oeuvre de mesures de désarmement.

En ce qui concerne le problème des armes atomiques, l'Union soviétique, tout en disposant des types les plus modernes d'armes, y compris d'armes nucléaires, n'a jamais cessé de demander l'interdiction totale des armes atomiques, l'arrêt de leur fabrication, leur élimination des armements de tous les Etats et la destruction des stocks existants d'armes nucléaires.

Sous la pression de l'opinion publique mondiale, les puissances occidentales avaient présenté une proposition prévoyant l'interdiction totale des armes nucléaires lorsque la réduction des armements de type classique aurait atteint 75 pour 100 des réductions convenues.

Afin de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait la question du désarmement, l'Union soviétique accepta cette proposition. Le résultat fut toujours le même : dans ce cas également, les Puissances occidentales revinrent sur leurs propres propositions.

Les Puissances occidentales repoussèrent une proposition de l'Union soviétique tendant à ce que tous les Membres des Nations Unies s'engagent, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, à s'abstenir dans leurs relations internationales, du recours à la force ou à la menace de la force et à ce que tous ces Etats s'engagent à ne pas utiliser les armes atomiques ou à l'hydrogène.

Dans les conditions actuelles, il est de plus en plus nécessaire de contracter cette obligation; cette nécessité est illustrée par le fait que nous voyons aujourd'hui les Etats-Unis se déclarer ouvertement prêts à faire usage de leurs forces armées contre les peuples du Moyen-Orient et du Proche-Orient.

Les Puissances occidentales n'acceptèrent pas davantage les propositions prévoyant des mesures partielles à prendre au point de vue du désarmement, alors qu'à notre avis, le moment était propice à l'application de mesures de ce genre. Parmi ces propositions, nous mentionnerons l'arrêt immédiat des explosions nucléaires expérimentales, l'interdiction de comprendre des armes atomiques dans les armements fournis aux troupes stationnées sur le territoire de l'Allemagne, la réduction de 15 pour 100 des budgets militaires des Etats par rapport aux budgets de l'année précédente.

J'en arrive à la question du contrôle. L'Union soviétique fut la première - on le sait - à proposer, au sein des Nations Unies, l'établissement d'un contrôle international du désarmement; notre pays a soumis un plan détaillé de contrôle, plan qui, pour la première fois, comportait des garanties véritables contre les attaques par surprise en établissant des postes de contrôle aux emplacements stratégiques importants que les territoires des Etats signataires de l'accord.

Pour résumer brièvement les discussions qui se sont déroulées dans les organes des Nations Unies au sujet du problème du désarmement, nous notons que les Puissances occidentales n'ont pas accepté les propositions de l'Union soviétique en date des 10 mai 1955, 27 mars 1956, 12 juillet 1956, et autres.

M. Kouznetsov (URSS)

Dans ces propositions, l'Union soviétique se montrait prête à rechercher un accord sur tous les aspects du problème du désarmement. Elle se montrait prête à conclure un accord, à tout le moins, sur tout ou partie de ce problème (réduction des armements de type classique, interdiction des armes atomiques, réduction des budgets militaires) si une telle méthode paraissait plus acceptable aux Puissances occidentales.

L'Union soviétique ne faisait pas dépendre l'accord sur telle ou telle question d'un accord sur l'ensemble du problème du désarmement.

En présence de la mauvaise volonté persistante des Puissances occidentales à conclure un accord général ou partiel sur le désarmement, le Gouvernement soviétique fit de nouveaux efforts ayant en vue un début de désarmement. Je fais allusion à la proposition soviétique du 14 mai 1956, tendant à ce que les Etats, à commencer par les grandes Puissances, disposant d'importantes forces armées prennent des mesures unilatérales de réduction de leurs forces armées et d'arrêt de la course aux armements, sans attendre un accord international sur le désarmement.

L'Union soviétique donna l'exemple. Durant la seule dernière année, elle a entrepris unilatéralement une appréciable réduction de ses forces armées (1.840.000 hommes), y compris la réduction des troupes soviétiques stationnées dans la République démocratique allemande; elle a réduit ses dépenses militaires de près de 10 pour 100 et liquidé ses bases militaires de Port-Arthur et Porccala Udd. En même temps, le Gouvernement soviétique déclarait que pour peu que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France procèdent de leur côté à une réduction correspondante de leurs forces armées et de leurs armements, il serait prêt à envisager une nouvelle réduction de ses propres forces armées.

Malheureusement, loin de suivre l'exemple de l'Union soviétique, les Puissances occidentales ont continué à chercher de nouveaux prétextes pour retarder la solution du problème du désarmement.

Au cours des récentes négociations sur le désarmement, les Puissances occidentales ont énoncé avec insistance une nouvelle condition préalable : la fin de la course aux armements doit dépendre du règlement d'un certain nombre de problèmes politiques. On nous dit maintenant qu'il ne saurait même être question de songer à une réduction des armements si ne sont pas réglés les problèmes d'Allemagne, du Proche et du Moyen-Orient, d'Extrême-Orient et d'ailleurs. Seul ce règlement, nous dit-on, créera la confiance nécessaire en vue du désarmement.

Il est notoire que l'Union soviétique a fait beaucoup pour la solution de problèmes politiques internationaux particulièrement pressants. Rappelons le règlement du problème autrichien, la normalisation des relations avec la Yougoslavie, l'établissement de relations diplomatiques avec la République fédérale allemande et le Japon, les efforts de l'URSS en vue de développer les contacts entre hommes d'Etat des divers pays. Mentionnons encore les propositions soviétiques bien connues concernant le système européen de sécurité collective qui, s'il était adopté par les Puissances occidentales, contribuerait grandement au retour à la normale non seulement en Europe mais dans le monde entier. La proposition faite par l'Union soviétique aux Etats-Unis d'Amérique de conclure un traité d'amitié et de coopération devrait aussi être citée à cet égard.

Il va de soi que l'Union soviétique est parfaitement disposée à contribuer activement à la solution des principaux problèmes politiques. Il ne tient pas à l'Union soviétique que nombre de problèmes internationaux soient encore en suspens.

En même temps, il est clair que faire dépendre l'accord sur le désarmement du règlement des problèmes politiques internationaux revient à renoncer à tout effort en vue d'atteindre un accord sur le désarmement. Cette façon de lier pêle-mêle toutes les questions ne peut que rendre plus difficile la solution du problème, suffisamment compliqué déjà, du désarmement, que mener à une impasse.

La dissertation sur le point de savoir s'il faut commencer par le désarmement ou par la solution des problèmes internationaux rappelle la vieille et stérile querelle : qui a été créé le premier ? l'oeuf ou la poule ? Les tenants de la course aux armements voudraient entraîner les pays dans une discussion sans fin, de telle sorte que les premiers puissent continuer de s'armer et de se préparer à la guerre sous le couvert de cette discussion bruyante. Il semble que d'aucuns soient intéressés à ce cercle vicieux, à ce que le problème du désarmement et le règlement des problèmes internationaux en suspens demeurent au point mort.

Une telle attitude des sphères influentes des Puissances occidentales vise non seulement à entraver les pourparlers sur le désarmement, mais également à justifier la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, à laquelle elles procèdent, ainsi que le maintien de forces armées américaines en Europe et en Asie. Elle traduit aussi, comme il ressort du programme des Etats-Unis d'Amérique pour le Proche et le Moyen-Orient, la volonté d'introduire des forces armées américaines dans cette région, conformément aux vœux des milieux monopoleurs intéressés à la course aux armements.

Une telle politique, dangereuse, est préjudiciable aux affaires internationales. Elle voue les Nations Unies à l'inaction au moment où la situation internationale empirée requiert un redoublement d'efforts en vue d'aboutir à un accord sur le problème du désarmement.

Attachant une importance primordiale au problème du désarmement, moyen de consolider la paix, considérant qu'il existe de réelles possibilités de résoudre ce problème de façon satisfaisante, que toutes les conditions préalables sont remplies pour l'accomplissement d'un premier pas vers la réduction des armements et des forces armées ainsi que vers l'interdiction des armes atomiques et des armes à hydrogène, le Gouvernement de l'Union soviétique, en vue de faire progresser le désarmement, a présenté ses propositions.

L'Assemblée générale est saisie de la déclaration du Gouvernement soviétique relative au désarmement et à l'atténuation de la tension internationale, en date du 17 novembre 1956, distribuée comme document officiel. Notre délégation tient à souligner l'importance des propositions soviétiques qui peuvent, elle en a la conviction, constituer une bonne base de négociation en vue d'un accord sur le désarmement.

Premièrement, le Gouvernement soviétique propose une réduction importante des forces armées de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique, de la Chine, du Royaume-Uni et de la France, en deux étapes : durant la première année, les forces armées de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique et de la Chine seraient ramenées à 2.500.000 hommes et celles du Royaume-Uni et de la France à 750.000 hommes, pour chacun de ces Etats. Durant la deuxième année, les forces armées de ces cinq Puissances seraient ramenées respectivement à 1.500.000 et à 650.000 hommes, étant entendu que les forces armées de tous les autres Etats ne pourraient excéder de 150 à 250.000 hommes. Il va de soi que dans le même temps les armements seraient réduits de façon correspondante. Il est bon de rappeler à nouveau que tous ces niveaux sont ceux qui ont été précédemment proposés par les Puissances occidentales.

Deuxièmement, le Gouvernement soviétique propose la mise hors la loi, dans un délai de deux années, des armes nucléaires, l'interdiction de leur emploi ainsi que la complète destruction des stocks de bombes atomiques et à hydrogène.

Comme un premier pas, il convient d'arrêter sur le champ les essais d'armes nucléaires, comme le demande l'humanité qui voit dans leur continuation un sérieux danger. On sait que cette proposition a été formulée par le Gouvernement de l'Inde, et a reçu l'appui des parlements de l'Indonésie, du Japon et d'autres pays.

Cette question mérite un examen particulier. Les peuples sont gravement préoccupés par la poursuite des expériences nucléaires, étant donné que les radiations atomiques qui en résultent menacent la vie et la santé des populations de tous les pays.

M. Kouznetsov (URSS)

Cette menace ne peut être éliminée que lorsqu'on mettra fin aux expériences sur les armes atomiques et à l'hydrogène. L'Union soviétique propose que les Etats procédant à des expériences d'armes atomiques et à l'hydrogène, répondant au désir universel des peuples et conformément aux buts humanitaires des Nations Unies cessent immédiatement les expériences relatives à ces types d'armes.

A cette fin, la délégation de l'Union soviétique propose à l'Assemblée générale le projet de résolution suivant :

(interprétation de séance)

"L'Assemblée générale,

Prenant note de l'inquiétude profonde des peuples du monde devant la continuation des expériences sur les armes atomiques et à l'hydrogène,

Notant que la continuation des expériences sur ces types d'armes constituent une menace à la vie et à la santé de la population de tous les pays du monde,

Considérant que la cessation des expériences sur les armes thermo-nucléaires éliminerait cette menace et serait conforme au désir général des peuples du monde, et correspondrait aux buts humanitaires de l'Organisation des Nations Unies,

Invite les Etats qui procèdent à des expériences sur les armes atomiques et à l'hydrogène à mettre immédiatement fin à leurs expériences sur ces types d'armes."

La délégation de l'Union soviétique estime qu'aucune difficulté ne devrait s'élever en ce qui concerne le respect des dispositions relatives à l'interdiction des expériences puisque aucune explosion de bombe atomique ou à l'hydrogène ne peut s'effectuer, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, sans être enregistrée dans d'autres pays. La meilleure garantie contre la violation de l'accord résiderait dans le fait que des expériences secrètes sur des armes nucléaires sont impossibles et que, en conséquence, le Gouvernement qui s'engage à cesser ces expériences ne pourrait violer sa parole sans s'exposer à être considéré par le monde entier comme un transgresseur d'un accord international. Il n'y a donc pas d'obstacles insurmontables à un accord sur l'interdiction des expériences nucléaires.

M. Kouznetsov (URSS)

Troisièmement, le Gouvernement soviétique propose de réduire d'un tiers, pendant l'année 1957, les forces armées des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'URSS, stationnées sur le territoire de l'Allemagne. Il est évident que ces réductions devront s'effectuer sous un contrôle approprié.

Quatrièmement, le Gouvernement soviétique propose d'effectuer, au cours de l'année 1957, une réduction importante des forces armées des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France stationnées sur les territoires des pays membres de l'OTAN et des forces armées de l'URSS stationnées sur les territoires des pays signataires du Traité de Varsovie. La réalisation d'une telle mesure contribuerait sans aucun doute à créer un climat international meilleur.

Cinquièmement, le Gouvernement soviétique propose de supprimer, en deux ans, les bases étrangères militaires, navales et aériennes, situées sur le territoire d'autres Etats.

Sixièmement, le Gouvernement soviétique propose de réduire les dépenses militaires des Etats en deux ans d'une manière qui corresponde aux réductions des forces armées et des armements, à l'interdiction de l'arme atomique et de l'arme à hydrogène et à la suppression des bases militaires situées sur le territoire d'autres Etats.

Septièmement, des propositions sont soumises qui prévoient l'établissement d'un contrôle strict et efficace de l'exécution des obligations de désarmement.

Le Gouvernement soviétique a constamment défini son attitude relativement à ce que l'on a appelé le plan de photographie aérienne et nous avons déclaré que ce plan des "cieux ouverts" qui était présenté par le Gouvernement des Etats-Unis ne pouvait résoudre à lui seul le problème du contrôle et qu'il n'était pas de nature à empêcher une agression. Cependant, puisque la proposition de photographie aérienne est présentée par les Etats-Unis comme une condition sine qua non à un accord sur le désarmement, l'Union soviétique, désirant sortir de l'impasse, est prête à examiner la question du recours aux photographies aériennes dans une vaste zone de l'Europe, jusqu'à une profondeur de 800 kilomètres à l'ouest et à l'est de la ligne de démarcation entre les forces armées de l'OTAN et celles du Traité de Varsovie, si les Etats intéressés l'acceptent.

M. Kouznetsov (URSS)

L'Union soviétique est persuadée que la réalisation de ce programme de désarmement ouvrirait la voie à la liquidation totale des forces armées et des armements de tous types, les Etats ne conservant que des contingents de police nécessaires au maintien de la sécurité intérieure et à la protection de leurs frontières.

Enfin, la délégation soviétique estime nécessaire de rappeler une autre proposition très importante du Gouvernement soviétique. Désireux de donner aux peuples l'assurance qu'il ne sera jamais fait usage des armes pour résoudre les différends entre les Etats, le Gouvernement soviétique propose une fois encore de conclure un pacte de non-agression entre les pays membres du Pacte atlantique et les pays signataires du Traité de Varsovie.

Etant donné que tous les moyens doivent être utilisés pour trouver une solution au problème du désarmement et se rendant compte des difficultés existant actuellement dans ce domaine, la délégation soviétique a appuyé la proposition du Président de la Confédération helvétique tendant à réunir une conférence des chefs des gouvernements de l'URSS, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Inde. Une telle conférence faciliterait un accord sur les questions relatives au problème du désarmement.

Cependant, nous devons constater avec regret que le Gouvernement des Etats-Unis, suivi par les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France, a refusé d'appuyer la proposition du Président de la Confédération helvétique relative à un nouvel examen du problème du désarmement au cours d'une conférence spéciale des chefs de gouvernements.

Nous estimions et nous estimons toujours que tous les moyens et toutes les voies, y compris les conférences de chefs d'Etats à l'échelon le plus élevé devraient être utilisés pour résoudre un problème comme celui du désarmement qui est d'une importance vitale pour le monde entier.

Tel est le programme d'action très vaste que propose le Gouvernement soviétique.

Comme tout le monde peut s'en rendre compte, les propositions de l'Union soviétique tiennent compte de la position des Puissances occidentales. Ces propositions améliorent les conditions préalables nécessaires à un accord sur les points les plus importants du problème du désarmement, à savoir l'interdiction des armes atomiques et la réduction des armements et des forces armées des Etats.

M. Kouznetsov (URSS)

C'est maintenant aux Puissances occidentales qu'il appartient d'agir. La délégation soviétique espère que le pas important fait par l'Union soviétique sera apprécié à sa juste valeur par ceux qui travaillent avec nous, c'est-à-dire comme une contribution constructive à la cause du désarmement.

Que faut-il maintenant, à notre avis, pour que les efforts des Etats dans le domaine du désarmement soient couronnés de succès dans un délai aussi bref que possible? Il suffit d'une seule chose : la bonne volonté de toutes les parties intéressées.

La délégation soviétique ne peut manquer d'exprimer ses regrets du fait que le travail prolongé des Nations Unies dans le domaine du désarmement n'ait pas conduit à des résultats positifs et concrets. L'inefficacité du travail de la Commission du désarmement des Nations Unies et de son Sous-Comité tient, jusqu'à un certain point, au fait que le nombre de leurs membres est restreint et que les discussions sur ce problème, des plus importants pour les peuples de tous les pays, ont un caractère privé. Au moment même où le Sous-Comité a été créé, la délégation soviétique a exprimé des inquiétudes et a déclaré que la composition restreinte du Sous-Comité pourrait peut-être sérieusement gêner le succès de la tâche qui lui était assignée. Il faut malheureusement reconnaître que ces inquiétudes étaient justifiées.

L'Union soviétique considère que des organes des Nations Unies aussi importants que l'Assemblée générale, la Commission du désarmement et son Sous-Comité devraient prendre des mesures plus efficaces pour essayer de résoudre l'impasse dans laquelle se trouve le problème du désarmement. A ce propos, la délégation soviétique voudrait faire quelques suggestions qui, à son avis, pourraient contribuer à rendre plus concret le travail des Nations Unies dans ce domaine.

Afin d'assurer un caractère plus représentatif à la Commission du désarmement et à son Sous-Comité et afin de tenir compte des opinions qui existent dans ce domaine, il serait bon d'augmenter le nombre des membres qui participent aux travaux de ces organes.

La délégation soviétique propose de prier la Commission du désarmement des Nations Unies et son Sous-Comité d'examiner toutes les propositions relatives à la réduction des forces armées et des armements et à l'interdiction des armes nucléaires, soumises aux Nations Unies par les Gouvernements de l'Union soviétique, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de la France et d'autres Etats.

Nous considérons également qu'il convient de tenir compte des désirs exprimés par un certain nombre de délégations ainsi que de ceux qui se trouvent formulés dans les messages de MM. Eisenhower, Eden et Guy Mollet au Maréchal Boulganine et aux termes desquels toutes les propositions relatives au désarmement doivent être étudiées à la prochaine session du Sous-Comité.

Selon nous, l'heure est venue pour l'Assemblée générale d'examiner d'une manière toute particulière le problème du désarmement en lui accordant toute l'attention qu'il mérite.

Dans ces conditions, il serait opportun de considérer dès maintenant la possibilité de convoquer une session spéciale de l'Assemblée générale consacrée exclusivement au problème du désarmement. Il n'est pas douteux que la convocation d'une telle session attirerait l'attention du monde entier sur ce grave problème et contribuerait de façon substantielle à sa solution rapide.

Conformément aux déclarations qui précèdent, la délégation de l'Union soviétique juge opportun, dans les conditions actuelles, de présenter à l'Assemblée générale le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale,

"Tenant compte de l'ardent désir des peuples de consolider la paix et d'éliminer la menace d'une guerre atomique destructrice,

"Désireuse de libérer les peuples du lourd fardeau des impôts résultant de la continuation de la course aux armements,

"Reconnaissant que, pour atteindre ces buts, il convient de mettre fin à la course aux armements, d'interdire les armes atomiques, de réduire de manière substantielle les armements de type classique et les forces armées des Etats et d'établir un contrôle international approprié,

"Notant avec satisfaction que, ces derniers temps, les positions des parties aux négociations se sont rapprochées sur un certain nombre de questions touchant au problème du désarmement, ce dont témoignent les propositions contenues dans la déclaration du Gouvernement soviétique en date du 17 novembre 1956 sur le problème du désarmement et de la réduction de la tension internationale,

"Considérant que la solution du problème du désarmement ne saurait faire l'objet d'aucun nouveau retard,

1. Prend note du rapport de la Commission du désarmement des Nations Unies;
2. Charge la Commission du désarmement des Nations Unies et son Sous-Comité d'étudier les propositions présentées sur la question de la réduction des armements et des forces armées et sur l'interdiction des armes atomiques par les gouvernements de l'Union soviétique, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et d'autres Etats;
3. Décide de convoquer une session spéciale de l'Assemblée générale consacrée aux questions posées par le désarmement, et charge la Commission du désarmement des Nations Unies d'élaborer des propositions relatives à la date de la convocation de cette session". (interprétation de séance).

La délégation soviétique tient à exprimer sa certitude que les propositions du Gouvernement de l'Union soviétique seront appuyées comme elles le méritent par les Etats Membres des Nations Unies.

Il va de soi que nous sommes prêts à étudier et à appuyer toutes propositions émanant d'autres Etats qui seraient susceptibles de conduire à des résultats vraiment pratiques dans le domaine du désarmement.

La déclaration faite aujourd'hui par le représentant des Etats-Unis d'Amérique sur la question du désarmement mérite d'être retenue. Nous l'examinerons soigneusement.

La Charte des Nations Unies proclame la détermination des Membres de cette Organisation de "préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances" et à ces fins de "pratiquer la tolérance" et de "vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage...".

Ces nobles paroles inscrites sur la bannière des Nations Unies ne doivent pas demeurer simplement une expression de bonnes intentions. Les Nations Unies doivent, pour commencer à mettre en oeuvre un désarmement véritable, prendre des mesures effectives en vue de mettre fin à la course aux armements et de renforcer la cause de la paix et de la sécurité des peuples.

M. LODGE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Méconnaissant entièrement les décisions du Président, le représentant de l'Union soviétique a cru devoir accuser les Etats-Unis de colonialisme et de violation de la Charte des Nations Unies. De telles accusations émanant du représentant d'un Gouvernement qui a plongé la Hongrie dans un bain de sang, qui a implicitement reconnu sa culpabilité en rejetant toute enquête impartiale, qui a été condamné par l'Assemblée générale à l'écrasante majorité de ses Membres, sont véritablement surprenantes.

La vérité est que personne n'a été opprimé par les Etats-Unis, que personne n'a été asservi par les Etats-Unis et que nul ne le sera. Rien, dans les propositions faites par le Président Eisenhower, ne comporte des mesures de la nature que le représentant de l'Union soviétique a exposée. Les Etats-Unis ne se sont jamais, dans aucun pays, lancé dans des activités militaires, économiques ou autres sans l'assentiment préalable des intéressés. Le représentant de l'Union soviétique le sait bien. Les mesures que nous proposons sont l'antithèse du colonialisme; elles sont absolument conformes aux dispositions de la Charte. Rien de ce qui a été dit par le représentant de l'Union soviétique n'est corroboré par les faits.

Si les membres de cette Commission relisent ma déclaration de ce matin faite au nom du Gouvernement des Etats-Unis, ils constateront qu'elle apporte une proposition en vue du désarmement empreinte de sincérité et de bonne foi. On n'y trouve pas une seule invective, une seule note acrimonieuse à l'égard de l'Union soviétique pas plus que de quiconque.

N'est-il pas vraiment décourageant d'entendre le représentant de l'Union soviétique prononcer le discours que nous venons d'entendre? Une telle déclaration fait également fi de l'oeuvre des Nations Unies. C'est là, en vérité, un triste état de choses; nous continuerons cependant de persévérer et d'espérer.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je donne la parole au représentant de la Grèce pour une motion d'ordre.

M. CASSIMATIS (Grèce) : Monsieur le Président, à la fin de notre dernière séance, vous avez lancé à toutes les délégations un appel pressant afin qu'elles apportent à la présidence leur concours en vue de la progression rapide et satisfaisante de nos travaux. Vous avez plus particulièrement insisté sur la nécessité d'éviter toute perte de temps afin que toutes les questions figurant à notre ordre du jour puissent être discutées en temps voulu.

Toutes ces questions sont importantes; elles affectent directement ou indirectement la paix et la sécurité dans le monde et toutes les délégations devraient être assurées de pouvoir disposer du temps nécessaire pour présenter leur point de vue et développer leur action dans le sens des responsabilités qui leur incombent aux termes de la Charte.

En faisant état de votre préoccupation de voir cette Commission accomplir sa tâche à la satisfaction de tous, vous avez exprimé, j'en suis certain, le sentiment général. Ce qui, cette année, constitue une grande difficulté, c'est le temps limité dont nous disposons en raison de l'important retard avec lequel la Commission a commencé ses travaux et de la fixation au 15 février, par l'Assemblée générale, de la date de clôture de la présente session.

Nous devons donc affronter cette difficulté et essayer, en tout premier lieu, d'organiser nos travaux de façon à leur assurer le maximum de rendement dans la limite du temps disponible.

C'est dans ce but que ma délégation considère qu'il serait désirable que la Commission puisse être en mesure de suivre un programme de travail portant sur les points suivants :

1. Etablir une répartition équitable et approximative du nombre des séances de jour que la Commission pourrait tenir jusqu'à la date de la clôture entre les questions figurant encore à son ordre du jour;

2. Décider, dans la mesure où cela deviendrait nécessaire pour combler les lacunes ou assurer une plus grande latitude de temps, que la Commission tiendra des séances de nuit et, le cas échéant, des séances le samedi;

3. Envisager la possibilité de passer à l'examen de la question suivante toutes les fois qu'il n'y aura pas d'orateur sur la question que la Commission est en train de discuter.

Ces propositions sont le résultat de la constatation que nous avons faite que, pendant douze jours, la Commission n'a pu aborder qu'une seule des questions de son ordre du jour. Il ne s'agit là que de simples suggestions; notre intention n'est autre que de poser, d'une façon un peu plus concrète le problème qui fait l'objet de vos préoccupations, Monsieur le Président, comme de nos préoccupations à tous. Nous pensons que vous aurez encore un titre de plus à la gratitude de la Commission si, dans votre grande expérience et dans votre sagesse, que nous connaissons tous, vous établissez vous-même un programme de travail à l'effet d'aider la Commission à accomplir sa tâche.

Si, en dépit de tous nos efforts, il s'avérait évident que le temps dont nous disposons ne sera pas suffisant pour que la Commission accomplisse sa tâche, il ne nous resterait qu'à demander la prolongation de la durée de la présente session.

Comme j'ai eu l'honneur de le dire le premier jour des travaux de notre Commission, notre ordre du jour comprend des questions très importantes dont dépend non seulement la paix de certains pays du monde, mais aussi le prestige des Nations Unies. C'est justement et même davantage pour cette deuxième raison que j'invoque votre intervention en vous faisant la suggestion que je viens d'exposer.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : La Commission et son Président sont certainement très reconnaissants au représentant de la Grèce pour la suggestion qu'il vient de faire. Comme il le sait, mon souci constant est que la Commission consacre tout le temps voulu, dans le délai qui nous est imparti, à l'étude soigneuse des grands problèmes qui nous ont été renvoyés. Dans cet esprit, je puis assurer le représentant de la Grèce que le Président accordera toute l'attention qu'elle mérite à l'heureuse suggestion qu'il a faite. Je suis sûr qu'avec la collaboration du Secrétariat il me sera très utile, au moment opportun, de reprendre la suggestion du représentant de la Grèce. Je profite d'ores et déjà de l'occasion qui m'est offerte pour indiquer aux membres de la Commission qu'il est temps qu'ils s'inscrivent s'ils veulent prendre la parole sur le présent débat. Pour l'instant, il n'y a que deux orateurs inscrits; les représentants de la France et d'Israël. Il n'y a pas d'orateurs pour cet après-midi de sorte que nous devons peut-être renoncer à siéger, ce qui sera une perte de temps. J'adresse donc un appel pressant à mes collègues pour qu'ils se fassent inscrire sans délai et que leurs interventions, dans ce débat soient objectives, qu'elles ne contiennent aucune récrimination inutile, mais qu'elles ouvrent de nouvelles perspectives pour l'action que l'humanité attend de nous.

M. MOCH (France) : Je ne désire pas répondre ce matin aux deux discours particulièrement fournis que nous avons entendus. Je voudrais faire une très brève mise au point, en en écartant tout ce qui a pu être dit par le représentant de l'Union soviétique et qui vise des questions autres que celle du désarmement, la seule qui figure actuellement à notre ordre du jour.

Je ne relèverai donc rien de ce qui a été dit relativement à l'attitude de mon Gouvernement, sauf un seul point qui vise précisément la question du désarmement.

Je lis à la page 14 de la traduction anglaise du texte que nous venons d'entendre en russe que, "malheureusement, comme cela est connu, on n'a pas pu arriver à un accord et/que/cela est dû, en premier lieu, au fait que les représentants des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France ont constamment fui tout accord sur le désarmement".

C'est là un jugement qui entre très exactement dans l'ordre du jour de nos délibérations actuelles et je tiens à rappeler surtout à ceux de nos collègues qui n'assistaient pas aux Assemblées précédentes et qui sont nombreux - je m'en félicite - que la France a constamment poursuivi une politique de conciliation en matière de

désarmement et que, depuis bientôt six ans que je dirige la délégation française en cette matière, nous avons multiplié les projets de compromis en 1952, 1953, 1954, 1955 et 1956 et que, par conséquent, c'est une vue un peu unilatérale des événements passés que de dire que nous avons constamment fui tout accord en vue de la conciliation.

J'ajoute que, malgré cette appréciation que je relève en termes qui ne peuvent choquer personne, la délégation française poursuivra inlassablement son effort de rapprochement des points de vue.

M. COMAY (Israël) (interprétation de l'anglais) : Je désire présenter une brève motion d'ordre. Au cours de son discours, le représentant de l'Union soviétique a fait allusion à la situation existant dans le Moyen-Orient. Il s'est livré à des critiques à l'égard de mon Gouvernement. Ma délégation se range à l'avis du Président : elle estime sincèrement que ce n'est ni l'endroit ni le moment de rouvrir les discussions qui se sont déroulées en Assemblée générale au sujet des événements récents du Moyen-Orient.

En conséquence, ma délégation se borne à déclarer, afin qu'il en soit fait mention au compte rendu, que les déclarations du représentant de l'Union soviétique à l'égard de mon Gouvernement ne reflètent pas exactement les faits.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Y a-t-il des délégations qui désirent prendre la parole maintenant ou s'inscrire pour intervenir dans le débat cet après-midi ?

S'il n'en est pas ainsi, je devrai annuler la séance prévue pour cet après-midi.

Je constate que tel est le cas et je réfléchirai soigneusement aux suggestions présentées par le représentant de la Grèce.

La prochaine séance aura lieu demain à 10 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 20.